



Visite de deux jours du Premier ministre français à Alger

Le satisfecit de Cazeneuve face aux attentes de Sellal

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4142 - Ven. 7 - Sam. 8 avril 2017 - Prix : 10 DA

D'anciens animateurs du MCB tirent la sonnette d'alarme

«Le danger de disparition guette le tamazight»

Page 24

Abdelmalek Boudiaf l'a annoncé à partir de Skikda

Une «stratégie du changement» est en cours de finalisation



Page 2

La priorité de Trump

Par Mohamed Habili

L'attaque chimique sur Idlib, comme d'ailleurs celle sur El Ghouta de 2013 dans la banlieue de Damas, qui avait causé bien plus de victimes, n'est pas près de livrer ses secrets. Entre ceux qui l'attribuent au régime syrien, et même à Bachar Al Assad en personne, et ceux qui à l'apposé l'en innocentent en pensant qu'il n'est ni fou ni suicidaire, que cela reviendrait à nuire ses intérêts les plus immédiats, il n'y a pas le plus petit dénominateur commun. Et pour cause, les premiers ne veulent pas de sa chute et les seconds n'aspirent à rien d'autre. Comme les Etats-Unis font partie des premiers, ils croient peut-être sincèrement à la culpabilité du régime syrien dans ce nouveau crime de guerre commis contre le peuple syrien. Mais on peut tout aussi bien penser qu'en fait ils n'ont pas le choix, qu'ils doivent faire comme si la culpabilité du régime syrien était parfaitement établie, même dans le cas où il subsisterait dans l'esprit de ses dirigeants un certain nombre de doutes. Le leader du monde libre, comme ils se définissent, ne peut pas se permettre de mettre en doute la version de l'opposition, pourtant représentée à Idlib par rien moins qu'Al-Qaïda, sans se trouver en complète rupture avec ses propres alliés, avec son camp. Une attaque chimique s'est produite, il faut qu'il l'impute au gouvernement syrien, d'autant plus si une clameur s'est déjà levée dans les rangs de ses alliés pour faire en sorte qu'il n'aille pas s'imaginer le contraire.

Suite en page 3

L'attaque a été menée avec «59 missiles»

Donald Trump bombarde la Syrie



En riposte à une prétendue attaque chimique imputée au régime d'Assad, les Etats-Unis ont frappé hier une base aérienne, tuant au moins quatre soldats syriens. Lire page 3

L'industrie sidérurgique prend son envol

Entrée en exploitation fin avril du complexe de Bellara

Page 4

Exposition de la plasticienne polonaise

Marta Banaszak expose à Alger

Page 13

Abdelmalek Boudiaf l'a annoncé à partir de Skikda

Une «stratégie du changement» est en cours de finalisation

■ Un dossier est en cours de finalisation au niveau du ministère de la Santé portant «stratégie du changement». L'humanisation des structures de santé est une nouvelle étape dans la bonne gestion du secteur.

De notre envoyée spéciale à Skikda, Louiza Ait Ramdane

La journée mondiale de la Santé est placée, cette année, sous le thème de la santé mentale. Une occasion pour le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, de présenter le plan national de promotion de la santé mentale 2017-2020, lancé cette année. «Plusieurs actions ont déjà été engagées par mon département», a précisé le ministre. A cet effet, il a cité la création d'une sous-direction de la promotion de la santé mentale dans l'organigramme du ministère de la Santé, à l'effet de traduire organiquement l'intérêt particulier porté à cette dimension de la santé. Il s'agit également, dans la nouvelle loi sanitaire, des dispositions relatives à la protection des personnes atteintes de troubles mentaux et à la promotion de la santé mentale. «Cette nouvelle loi contient pour la première fois des articles relatifs à ce créneau», explique Boudiaf. Parmi d'autres actions entreprises par le ministère de la Santé, la mise en œuvre d'un vaste programme de réalisation d'infrastructures hospitalières et soins de proximité dédiées à la promotion de la santé mentale, y compris la lutte contre les addictions. Pour mener à terme son plan, le premier responsable du secteur de la Santé appelle les pouvoirs publics, les secteurs partenaires, société civile, médias et familles, à se mobiliser davantage avec le département de la Santé pour intensifier ses efforts afin d'atteindre les objectifs assignés. Selon Boudiaf, le nombre de psychiatres en Algérie s'élève à 1368. Leur nombre est appelé à augmenter avec la sortie de promotion de plus de 6 500 en 2018, a annoncé le ministre de la Santé. Concernant les infrastructures, il a fait savoir qu'actuellement il existe 21 établissements de santé mentale, 40 centres pour la lutte contre les addictions. Afin de consolider les structures de psychiatrie pour assurer de meilleures prestations aux malades, le ministre de la Santé a annoncé le projet de réalisation de 100 autres centres de psychiatrie au niveau national afin de parer définitivement au manque de ces structures.

Un dossier en préparation consacrant l'humanisation des hôpitaux

Le ministre de la Santé fera savoir qu'actuellement un «dossier» est en cours de finalisation portant sur une «stratégie pour la conduite du changement» et

consacrant le principe de l'humanisation des hôpitaux. Ladite stratégie permettra la mise à niveau dans tous les domaines de l'administration centrale ainsi que dans les structures de santé. Cette stratégie permettra aussi d'améliorer l'environnement et les méthodes de travail dans les administrations centrales pour arriver à améliorer de manière notable et durable les changements que doit connaître le système national de santé pour être à la hauteur de ce qu'attendent les usagers de la santé. «L'idée cardinale de cette stratégie est le patient au cœur de notre réflexion», explique encore le ministre. Interpellé sur la prise en charge spécialisée des enfants malades, le ministre de la Santé a annoncé qu'un projet portant réalisation d'un hôpital spécialisé pour enfants au niveau de la capitale est en cours d'études au niveau de son département. L'Algérie représente «un modèle à l'échelle régionale» au regard des efforts faits par l'Etat et de l'évolution de son industrie pharmaceutique. Le ministre de la Santé a indiqué sur ce point que l'Algérie produit actuellement 61% de ses médicaments et ce

taux est appelé à passer à 70% d'ici la fin de l'année en cours. Cette production est assurée par 85 usines à l'échelle nationale, a-t-il ajouté, indiquant que 150 autres étaient en réalisation dans le cadre de partenariats privés. Les médicaments algériens sont actuellement exportés vers 11 pays africains et le ministère de la Santé ambitionne d'exporter au plus grand nombre de pays, a encore ajouté Boudiaf qui a assuré que son département projette la création de 4 structures de chirurgie cardiaque et un hôpital pour enfants cancéreux d'une capacité de 600 lits.

Nécessité de former les médecins généralistes des SAMU aux urgences

Le ministre de la Santé a instruit les directeurs de la santé des wilayas de l'est, du centre et de l'ouest du pays à l'effet de lancer la formation des médecins généralistes activant à travers les différents services d'aide médicale d'urgence (SAMU). Cette formation sera sanctionnée par un certificat d'études spécialisées (CES), dès la prochaine rentrée universitaire. La formation qui est



Ph/E. Soraya/J. A.

sanctionnée par des CES donnera lieu à la promulgation d'un statut particulier pour cette corporation, a souligné Boudiaf en marge de l'inauguration du service d'aide médicale d'urgence à l'établissement hospitalier Abderrazak-Bouhara, mis en service en juillet dernier. La wilaya de Skikda a réalisé un «bond qualitatif» dans le domaine de la santé, notamment avec la réhabilitation de l'ancien établissement public hospitalier du centre-ville, a considéré Boudiaf. Parallèlement, Boudiaf a annon-

cé l'ouverture, dans le courant du premier trimestre 2018, de l'hôpital des brûlés en cours de réalisation au nouveau pôle urbain de Bouzaâroura, à l'est de Skikda. Le ministre a donné des instructions à l'effet de redoubler d'efforts et renforcer le chantier de ce nouvel établissement pour la réception «dans les délais impartis» de cette infrastructure sanitaire dont le taux d'avancement des travaux avoisine les 50%.

L.A.R.

Visite de deux jours du Premier ministre français à Alger

Le satisfecit de Cazeneuve face aux attentes de Sellal

Il semble bien que l'enthousiasme de l'un est tempéré par le réalisme de l'autre. En effet, si Bernard Cazeneuve, Premier ministre français, parle d'«une relation forte, dense et fructueuse» particulièrement durant «le quinquennat qui s'achève» et depuis la dernière visite de François Hollande en Algérie en 2015, Abdelmalek Sellal, lui, n'a pas manqué d'afficher «l'inquiétante tendance baissière du niveau des investissements français en Algérie», ces dernières années.

«Je dois relever l'inquiétante tendance baissière du niveau des investissements français en Algérie durant consécutivement les trois dernières années, s'inscrivant ainsi en contradiction par rapport à notre ambition commune de partenariat stratégique, singulièrement dans le secteur industriel», a déclaré Abdelmalek Sellal, lors d'une réunion à huis clos avec son homologue français Bernard Cazeneuve, au cours de laquelle ont été paraphés dix accords et mémorandums de partenariat et de coopération institutionnelle couvrant différents domaines. Une inquiétude qui fera dire au Premier ministre : «Nous pouvons sans plus attendre nous atteler dès aujourd'hui pour engager ensemble une réflexion susceptible de nourrir, le

moment venu, une feuille de route définissant les axes d'actions de coopération et de partenariat entre nos deux pays».

Temporisant son alarmisme, Sellal relevant que «les IDE français restent importants en Algérie», estimera que «la majorité des contentieux qui bloquaient les relations économiques bilatérales ont été réglés», à l'instar de ceux entre Sonatrach et Engie et Total, «la coopération bilatérale» entre les deux pays, «dans le cadre de la politique nationale de diversification économique», devrait connaître «un nouvel élan». De plus, annonçant la tenue à Alger de la quatrième session du Comefa (Comité mixte économique algéro-français), pour «le deuxième semestre 2017», il considérera que ce dernier sera une opportunité pour les deux parties de «repréparer et finaliser un certain nombre de projets de partenariat



économique d'envergure».

Face aux inquiétudes de son homologue, et indiquant 10 mds d'euros/an comme taux des échanges commerciaux algéro-français, Cazeneuve rétorquera que pas moins de 450 entre-

prises françaises, assurant 140 000 emplois, sont actuellement présentes en Algérie. Les IDE français hors hydrocarbures en Algérie avoisinent 2 milliards (mds) d'euros, faisant de la France le premier investisseur étranger hors hydrocarbures dans le pays. «De grands projets sur le point d'aboutir vont permettre à la France de montrer toute sa confiance pour l'Algérie et de l'accompagner mieux encore dans son effort de diversification économique», lancera le Premier ministre français. Cazeneuve, qui juge «normale» la stratégie de l'Algérie de limiter ses importations pour «un pays qui se trouve dans une situation financière difficile», et estime que «les opérateurs économiques doivent disposer des éléments de prévisibilité et de transparence par rapport aux règles qui sont susceptibles d'être définies souverainement par le côté algérien dans le respect de l'Accord d'association avec l'UE». Evoquant la circulation des personnes, Cazeneuve a fait remarquer que le nombre de visa accordés aux Algériens est passé de 210 000 en 2012 à 410 000 en 2016, et que 7 400 étudiants algériens sont en France contre 3 600 en 2012.

Linda Naili

Projet Peugeot-Algérie L'usine attendue au cours de cette année

«Le projet Peugeot est presque finalisé et verra le jour au courant de cette année», a affirmé Sellal lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue français Bernard Cazeneuve. «Durant les prochains mois, nous allons signer un accord portant création d'une société mixte entre Peugeot PSA et des partenaires algériens publics et privés, et ce, une fois que nous aurons assaini la situation de l'industrie automobile en Algérie», a-t-il ajouté.

L. N.

L'attaque a été menée avec «59 missiles»

Donald Trump bombarde la Syrie

■ En riposte à une prétendue attaque chimique imputée au régime d'Assad, les Etats-Unis ont frappé hier une base aérienne, tuant au moins quatre soldats syriens.

Par Meriem Benchaoua

Pour la première fois depuis le début du conflit syrien, en 2011, les Etats-Unis ont mené une opération militaire contre le régime d'Assad. Donald Trump a ordonné, dans la nuit de jeudi à vendredi, des frappes contre la Syrie, moins de trois jours après l'attaque chimique attribuée au dirigeant syrien. «59 missiles» de croisière Tomahawk, selon la Maison-Blanche, ont été lancés depuis deux navires américains en Méditerranée contre la base aérienne de al-Chaayrate, dans la province centrale de Homs. C'est d'ici, selon les services de renseignement américains, que les avions syriens étaient partis pour mener le raid de mardi qui a fait au moins 86 morts, dont 27 enfants. Les frappes américaines ont «détruit presque totalement» la base aérienne du régime, rapporte hier matin l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. «On a la confirmation de la mort de quatre militaires dont un général de brigade dans l'armée de l'air. L'aéroport a été presque totalement détruit : le tarmac, le dépôt de fuel et le bâtiment de la défense aérienne ont été pulvérisés», a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. Dans une adresse solennelle à la télévision depuis sa résidence en Floride, Donald Trump a affirmé que ces opérations étaient «dans l'intérêt vital de la sécurité nationale des Etats-Unis». Le visage grave, le président républicain qui était perçu comme un isolationniste et hostile à l'interventionnisme de son pays au Moyen-Orient, a affirmé que l'Amérique était «synonyme de justice», appelant les «nations civilisées» à mettre fin au bain de sang en Syrie, ravagée par une guerre qui a fait 320 000 morts depuis mars 2011. Trump a également accusé «le dictateur syrien Bachar al-Assad (d'avoir) lancé une horrible attaque avec des armes chimiques contre des civils innocents en utilisant un agent neurotoxique mortel». Le président américain menaçait depuis mercredi de passer à l'action pour cette attaque



«odieuse», un «affront à l'humanité».

La Russie dénonce «une agression», les alliés de Washington applaudissent

Après le spectaculaire revirement du président américain Donald Trump, les réactions internationales se succèdent, entre «soutien total» des alliés des Etats-Unis, et condamnation de ses adversaires. En effet, la décision américaine de bombarder une base militaire syrienne suscite de nombreuses réactions à travers le monde. Si la Russie et l'Iran dénoncent une attaque contre un Etat souverain, l'Europe, Israël, l'Arabie saoudite et la Turquie affichent leur soutien à Donald Trump.

«Un préjudice considérable» aux relations russo-américaines, pour le Kremlin

Le président russe Vladimir Poutine considère les frappes américaines contre la Syrie comme une «agression contre un Etat souverain», «en violation des normes du droit international, [se fondant] sur des prétextes inventés», a affirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri

Peskov, cité par les agences de presse russes. Il a estimé qu'elles causaient un «préjudice considérable» aux relations entre Moscou et Washington. «Mais surtout, comme l'estime Poutine, cette action ne nous rapproche pas de l'objectif final de la lutte contre le terrorisme international mais dresse au contraire de sérieux obstacles pour la constitution d'une coalition internationale pour la lutte contre [le terrorisme]», a-t-il déclaré. La Russie est le principal allié du régime syrien et mène des frappes aériennes depuis la fin septembre 2015 en Syrie, où elle a déployé avions et hélicoptères.

L'Iran condamne «vigourement»

L'Iran, autre allié du régime syrien, a lui aussi condamné fermement l'attaque. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bahram Ghasemi, a déclaré : «La République islamique d'Iran, qui a été la plus grande victime des armes chimiques dans l'histoire contemporaine, condamne toute utilisation de ces armes, peu importe ses auteurs et ses victimes. En même temps, utiliser ce prétexte pour mener des actions unilatérales est dangereux, nuisible, et est un non-respect des règles internationales». Pour ce dernier, le timing de l'attaque chimique de Khan Cheikhoun, ses auteurs et ceux qui en tirent des avantages restent dans un flou total. Voilà pourquoi, selon le porte-parole de la diplomatie iranienne, «toute opération militaire unilatérale vengant cette attaque ne fait que renforcer les terroristes en plein affaiblissement, ainsi que complexifier la situation en Syrie et dans la région».

«Assad porte l'entière responsabilité», selon Hollande et Merkel

Le président syrien Bachar Al-Assad porte «l'entière responsabilité» des frappes américaines,

Israël, l'Arabie saoudite et le Japon font part de leur soutien

Grand allié des Etats-Unis, Israël a apporté son «soutien total» à la décision de Trump, espérant que ce «message fort» serait «entendu non seulement à Damas, mais aussi à Téhéran, Pyongyang et ailleurs», a déclaré le bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Netanyahu avait appelé, cette semaine, à l'action de la communauté internationale pour éliminer les armes chimiques en Syrie. Une porte-parole militaire a pour sa part fait savoir à l'Agence France-Presse que l'armée israélienne avait «été informée à l'avance par les Etats-Unis de l'attaque en Syrie qu'elle soutient totalement». L'Arabie saoudite a également fait savoir qu'elle «soutenait totalement» les frappes, saluant elle aussi la «décision courageuse» du président Trump.

La Chine appelle à éviter toute détérioration

La Chine a appelé à «éviter toute nouvelle détérioration de la situation» en Syrie, tout en condamnant «l'usage d'armes chimiques, par n'importe quel pays, organisation ou individu, et quelles que soient les circonstances et l'objectif recherché».

La Belgique se démarque des Etats-Unis

La Belgique s'est démarquée hier des Etats-Unis après les frappes américaines contre une base des forces syriennes, affirmant que l'intervention militaire américaine en Syrie est une action «unilatérale». «Nous (la Belgique) n'avons en aucune manière participé à cette opération», a affirmé le ministre belge de la Défense, Steven Vandeput, à la chaîne de télévision belge RTBF. Le ministre belge de la Défense qui s'exprimait en marge d'une cérémonie annuelle

LA QUESTION DU JOUR

La priorité de Trump

suite de la page Une

De là la salve de Tomahawk lancés dans la nuit de jeudi à vendredi sur la base aérienne syrienne d'où seraient partis les avions ayant exécuté l'attaque chimique sur Khan Cheikhoun. Il ne sera pas dit que l'administration Trump est restée les bras croisés, à l'image de l'administration Obama en 2013, à laquelle elle est sans cesse comparée à son désavantage. Il ne sera pas dit qu'elle a laissé le crime sans réponse quant à elle. On en arrive même à se demander si cette salve de missiles est bien tirée sur Bachar Al Assad et non pas sur l'image de marque de Barack Obama, qui lui avait laissé franchir impunément les «lignes rouges». Les premiers commentaires des journaux d'une constante hostilité à son endroit lui sont en tout cas pour la première fois favorables. Même John Mc Cain, son censeur attitré autant dire, a dû reconnaître qu'il a aimé la promptitude de sa réaction. Mais pour le sénateur de l'Arizona ce n'est jamais là qu'un bon début, qu'une première salve qui en appelle d'autres. Or il ne semble pas que Trump ait changé de priorité en Syrie sous l'effet de cette seule attaque chimique. Le plus probable est qu'il n'en ferait pas plus. A noter en effet qu'il a pris soin d'avertir les Russes de l'imminence de son attaque, peut-être même leur a-t-il indiqué par la même occasion qu'elle en sera la cible. Préavis que peut-être les Russes ont tout de suite transmis aux Syriens. On conviendra que ce n'est pas avec ce genre de préliminaires qu'en général on se lance dans une guerre. En 2013, Donald Trump avait conjuré Barack Obama de ne pas attaquer la Syrie. En 2017, il lui fait grief de ne pas l'avoir fait, et pas seulement en paroles, mais par l'acte aussi. Pour le reste, rien n'aura changé ; il mène la même politique que son prédécesseur, auquel sans doute il ne s'arrêtera pas de se référer, sur tous les plans. Oui, Bachar Al Assad n'est pas sa priorité. Sa priorité, c'est Obama, son image de marque.

M. H.

d'hommage aux soldats belges morts en opération depuis 1945, organisée à Bruxelles, a souligné que les frappes américaines menées tôt hier sur une base militaire du centre de la Syrie est «une action unilatérale» des Etats-Unis. «La question n'est pas d'approuver ces frappes. C'est une action unilatérale des Américains qui ont fait ce qu'ils ont dit de faire», a-t-il répondu au journaliste qui voulait savoir s'il approuvait l'attaque américaine contre la Syrie.

M. B./Agences

Moscou suspend l'accord avec Washington sur la prévention d'incidents aériens

LA RUSSIE a annoncé, hier, la suspension de l'accord avec Washington sur la prévention des incidents aériens en Syrie et demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU après les frappes américaines contre une base des forces syriennes. La Russie et les Etats-Unis avaient signé ce protocole d'accord, contenant des règles et restrictions visant à empêcher les incidents entre les avions des deux pays dans le ciel syrien, en octobre 2015, quelques semaines après le début de l'intervention russe en soutien au gouvernement de Damas, suite à la demande de ce dernier. Les aviations russe et américaine effectuent notamment des frappes aériennes contre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) en Syrie. Le document insistait sur le professionnalisme dont doivent faire preuve les pilotes, conseillant l'utilisation de certaines fréquences radio communes et préconisait la création d'une ligne de communication secondaire au sol.

L'industrie sidérurgique prend son envol

Entrée en exploitation fin avril du complexe de Bellara

■ Jijel s'apprête à se transformer, en cette fin avril, en un important pôle industriel d'Afrique du Nord et arabe avec l'entrée en activité du complexe sidérurgique de Bellara qui sera «le second poumon» de l'industrie sidérurgique algérienne après le complexe Sider El Hadjar d'Annaba.

Par Salem K.

Fruit d'un partenariat conforme à la règle 49/51 entre l'entreprise Sider, le Fonds national d'investis-

Sidi Bel-Abbès Entrée en exploitation du tramway en juillet

LE TRAMWAY de la ville de Sidi Bel-Abbès entrera en exploitation au mois de juillet prochain, a annoncé, jeudi, le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talai, qui effectue une visite de travail dans la wilaya. Procédant à une opération d'essai des wagons du tramway de Sidi Bel-Abbès, réalisé sur un parcours de 14,5 kilomètres comportant 22 stations, le ministre a souligné que ce projet entrera en exploitation en juillet prochain pour une capacité de transport de 62 000 passagers/jour et générera entre 650 et 700 emplois. Ce projet structurant, auquel une enveloppe de plus de 32 milliards DA a été consacrée, «revêt une importance capitale», a indiqué le ministre, ajoutant qu'il faut le gérer au mieux afin d'éviter toutes les lacunes et défaillances constatées au niveau des wilayas d'Alger, d'Oran et de Constantine. Par ailleurs, M. Talai a effectué, lors de cette visite, un voyage d'essai de la ligne ferroviaire reliant Moulay Slissen (Sidi Bel-Abbès) à Saïda sur une distance de 120 km dont 55,5 km sur le territoire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès. La vitesse de ce train est de 162 km/heure, la plus rapide au niveau national. A l'occasion, le ministre a annoncé que cette ligne, dont la réalisation a été dotée d'une enveloppe financière globale de 76 milliards DA, entrera en service au cours du premier semestre de l'année en cours. Cette ligne aura un impact positif permettant de désenclaver les communes et régions traversées, activer les échanges commerciaux, encourager le développement, réduire le temps du voyage et atténuer la tension sur la route. Boudjemaâ Talai a inspecté aussi les chantiers de la Société nationale de transport ferroviaire à Sidi Bel-Abbès et s'est enquis de l'opération de modernisation et de rénovation de 204 wagons qui remontent aux années 70 et 80. **Hakim**

sement et Qatar steel international, ce complexe débutera dans les prochains jours les tests de production avec une capacité annuelle de 2 millions tonnes de fer destinés à la construction qui passera à l'avenir à 5 millions tonnes. Lancé en travaux, en mars 2015 par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, sur 216 hectares de la zone industrielle de Bellara, à 45 km à l'est de Jijel, le projet a vite pris forme et les efforts déployés pour honorer l'engagement de livrer le complexe dans les délais impartis ont été couronnés par le parachèvement de l'unité du laminoin, précise à l'APS le directeur général adjoint de l'AQS (Algerian-Qatari Steel), Sofiane Chaib Setti. D'un coût de plus de 2 milliards dollars, le complexe, dont la réalisation a été confiée au groupe italien Danielli, compte 10 unités dont une unité de réduction directe, trois laminoin, deux fourneaux, une station de gaz naturel, un transformateur électrique, une usine de chaux et une unité de traitement de l'eau. Selon le rapport présenté le 28 mars dernier par la direction du projet du complexe devant la commission de wilaya de suivi du projet, les travaux de raccordement sur 65 km du complexe et de la zone industrielle de Bellara à la ligne haute tension (400 kilowatts) Oued El Athmania-El Milia ont été terminés de même que l'opération d'alimentation en eau à partir du barrage de Boussiaba, tandis que la réalisation des deux autres laminoin sera achevée fin 2017.

Réduction de 10 milliards dollars de la fac-

ture d'importation et création de centaines de PME

Appelé à métamorphoser l'économie de la région, ce complexe géant assurera l'autosuffisance en produits sidérurgiques du pays dont la facture d'importation, en 2011, s'élève à 10 milliards dollars, avait affirmé le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb. Devant porter à 4 millions tonnes sa production au premier semestre 2018, ce complexe fournira les divers types de fer destinés au bâtiment et travaux publics ainsi que l'acier plat de l'industrie de chemin de fer et accompagnera l'évolution de la construction nationale d'automobile et navire projetée dans le plan quinquennal du gouvernement. D'un impact direct sur le chômage, le complexe générera 3 000 emplois directs permanents en plus de 1 500 autres emplois indirects, impulsera une dynamique nouvelle pour toute la wilaya et sa région et boostera les activités du port de Djendjen et de transport terrestre notamment après la réception de la pénétrante autoroutière de 110 km Djendjen-El Eulma (Sétif) et de l'autoroute El-Milia-Didouche Mourad (Constantine), assurent les responsables concernés. D'ici cinq ans, la région verra un vaste espace d'investissement qui drainera des centaines de petites et moyennes entreprises dans les activités de sous-traitance, notamment avec les horizons qu'ouvriront les multiples projets en cours en matière de lignes ferroviaires et de la réception de la centrale électrique de 1 600 mégawatts dans



PH.D.R.

la zone industrielle de Bellara, avait indiqué le wali, Larbi Merzoug, lors d'une des sessions de l'Assemblée populaire de wilaya. Ce complexe sera en outre «un appui fort» pour le complexe sidérurgique Sider El Hadjar d'Annaba et contribuera à «colmater» la brèche des importations nationales de fer évaluées à 3 millions tonnes, représentant 60% de la consommation nationale, avec la perspective d'atteindre l'autosuffisance début 2018, avait également indiqué le ministre de l'Industrie. L'augmentation de la demande mondiale sur les produits sidérurgiques, notamment de la part du géant chinois, ouvre de grandes perspectives pour les

exportations nationales des surplus de la production attendus vers 2019, assure-t-on. Chose certaine, ce complexe sortira Jijel d'une économie d'agriculture de montagne encore traditionnelle vers une économie industrielle à évolution fulgurante, comme le laissent entrevoir les nouveaux projets dont le parc industriel qui a déjà accueilli son premier projet, à savoir une cimenterie en partenariat algéro-émirati. Avec son port, son aéroport, son autoroute, une ligne ferroviaire et cinq grands barrages, Jijel semble bien partie pour accomplir sa mutation en une capitale de l'industrie sidérurgique dans la zone du Maghreb. **S. K./APS**

Séminaire sur les nouvelles techniques de construction

Accord entre le ministère de la Formation professionnelle et LafargeHolcim Algérie

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a signé, jeudi à Alger, avec le groupe LafargeHolcim Algérie un accord de partenariat en vue de former des stagiaires et des formateurs algériens dans les nouvelles techniques et technologies utilisées dans le bâtiment.

Cet accord permettra aux stagiaires «de découvrir les nouvelles techniques du béton adoptées par les leaders de la construction au monde», indique M^{me} Ouardia Khaldi, directrice de l'orientation, des examens et de l'homologation au ministère, lors de la cérémonie de signature tenue en marge d'un séminaire sur les nouvelles techniques de construction. Elle a ajouté que ce partenariat a pour but de «répondre à la demande du marché de l'emploi en Algérie, au moment où l'économie nationale traverse une conjoncture particulière», précisant, dans ce sens, que

des groupes de travail devront se réunir avec des représentants de LafargeHolcim afin de «revoir le programme national de la formation dans le bâtiment et les techniques du béton». «Il faut qu'on aille de l'avant pour rester au diapason de ce secteur important», souligne encore M^{me} Khaldi qui ajoute que les formateurs et les professeurs bénéficieront de «stages d'immersion dans les laboratoires de LafargeHolcim» pour découvrir toutes les nouvelles techniques.

Par ailleurs, le ministère poursuit la campagne de sensibilisation à travers tout le territoire national et propose des ateliers techniques et des journées d'information sur la filière de la construction et son importance pour l'économie nationale. Cette manifestation, destinée à attirer les jeunes vers les métiers du bâtiment, se poursuivra jusqu'au mois de juillet prochain, a-t-elle dit. La ren-

contre tenue sous le thème «le béton, face aux enjeux de la construction» a réuni des experts et architectes qui ont débattu de la question des nouvelles solutions de construction et la conception parasismique avec l'utilisation avancée du béton. Jean-Jacques Gauthier, P-dg de LafargeHolcim Algérie, a déclaré que l'entreprise devrait augmenter sa production de ciment de 16% cette année par rapport à 2016. Par la même occasion LafargeHolcim Algérie a annoncé l'attribution du grand prix d'architecture qu'elle a organisé conjointement avec l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme (EPAU) à l'étudiant Khelifi Mohamed-Zakaria pour son projet «Growth Tower». Les 2^e et 3^e prix ont été décrochés respectivement par les étudiants Khaoula Abderaouf et Ouzzane Ahmed.

Nabil G.

Afin de concrétiser son plan de développement

L'Unep appelle à la réorganisation du secteur public marchand

■ L'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep) a appelé, lors de la réunion de son Conseil national, à réorganiser le secteur public marchand afin de pouvoir concrétiser son plan de développement, a indiqué, jeudi, l'Union dans un communiqué.



Lakhdar Rekhroukh, président de l'Unep

Par Salem K.

«Le Conseil considère que pour que l'entreprise publique soit un des moyens de concrétisation des objectifs (visant à sortir l'économie nationale de sa dépendance aux hydrocarbures), la réorganisation et la clarification de la ges-

tion des capitaux marchands de l'Etat est nécessaire», souligne l'organisation patronale à l'issue de cette rencontre présidée par Lakhdar Rekhroukh, président de l'Union. Selon l'Unep, il devient «impératif» de réfléchir et de mettre en place «à brève échéance», un mode d'organisation du Secteur public marchand (SPM) qui sort en adéquation

avec les orientations stratégiques induites par les différents plans de développement et les objectifs de rentabilité de l'Entreprise publique économique (EPE). Concernant le financement de l'économie, le Conseil de l'Unep appelle à la dynamisation de la Bourse capable de mobiliser l'épargne, engager des mécanismes d'em-

prunt sans intérêt, créer des fonds d'investissement apte à capter l'argent de l'informel, développer le partenariat public/privé et développer la relation université/entreprise. Le Conseil considère, par ailleurs, que le maintien d'un climat social serein où la relation de travail est basée sur un contenu économique, est prépondérant pour la concrétisation des objectifs assignés à l'entreprise. L'Unep fait sien le renforcement du dialogue et de la concertation comme instrument efficace pour le règlement de toutes les questions liées à l'entreprise et à son devenir et partant de celui de ses personnels, est-il noté dans le communiqué. «Les membres du Conseil national ont réaffirmé, à cette occasion, leur total engagement à ne ménager aucun effort pour contribuer à l'application des mesures prises par les pouvoirs publics et renforcer les perspectives de sortie de la crise que traverse le pays», souligne l'Unep. L'Union dit, dans ce sens, apprécier à sa juste valeur les mesures économiques prises visant à développer le tissu industriel dans les secteurs à fort potentiel, préserver et créer l'emploi et protéger la production nationale, moderniser le secteur bancaire et financier, développer et intensifier la démarche partenariat. La réunion du Conseil national de l'Unep se tient un mois après la 20e réunion tripartite (gouvernement-patronat-syndicat) à Annaba et dans un

contexte économique marqué par la diminution des recettes d'exportation du pays. «Cette donne dicte à l'entreprise nationale économique, notamment publique, de redoubler d'efforts et de conforter son rôle de la croissance pour hausser sa situation à la sortie de crise et de la dépendance des hydrocarbures», a soutenu l'Unep. Au cours de la réunion du Conseil plusieurs thèmes ont été abordés et débattus dont particulièrement le financement de l'entreprise, la Bourse comme moyen de financement, le développement des exportations et le partenariat public/privé.

S. K.

Prix

Le pétrole grimpe plus haut en un mois en cours d'échanges européens

LES PRIX du pétrole grimpaient hier en cours d'échanges européens, les marchés s'inquiétant de futures perturbations de la production après les attaques américaines contre une base aérienne en Syrie. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 55,46 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 57 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai gagnait 63 cents à 52,33 dollars. Les cours de l'or noir ont poursuivi leur hausse vendredi pour atteindre leur plus haut niveau depuis un mois, à 56,08 dollars pour le Brent et à 52,94 dollars pour le WTI. «Le marché s'est légèrement calmé depuis les plus hauts atteints dans la nuit, il faudra attendre le décompte des puits américains de l'entreprise privée» Baker Hughes pour évaluer la production américaine», a expliqué Michael van Dulken, analyste chez Accendo Markets. Alors que l'Opep devra décider fin mai de renouveler ou non son accord de limitation de la production, qui l'engage sur les six premiers mois de l'année, les pétroliers américains ne montrent pour l'instant aucun signe de recul de leur production.

R. E.

Monétique

La Satim certifiée par MasterCard et Visa avant la fin 2017

La certification de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (Satim) par les sociétés de paiement MasterCard international et Visa devrait être achevée avant la fin de l'année en cours, ce qui permettra à l'opérateur interbancaire algérien de traiter les opérations internationales, a indiqué le président du GIE monétique, Boualem Djebbar. «La certification de la Satim pour devenir un centre de processing international sera normalement valable avant la fin de l'année», a déclaré M. Djebbar en marge d'une réunion du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE monétique) qui a réuni notamment les banques de la place. Le processus de certification de la Satim par MasterCard devrait être achevé d'ici à septembre prochain, celle de Visa est aussi prévue, selon le même responsable. Cela va permettre ainsi aux banques algériennes de faire des opérations monétiques à partir de l'Algérie

sans avoir à recourir aux centres de processing étrangers. «Une fois la certification Satim donnée, toutes les cartes de transaction via MasterCard passeront ici en Algérie par la Satim, en attendant la certification Visa», a-t-il encore expliqué. La Satim est chargée notamment de développer l'utilisation des moyens de paiement électronique, la mise en place et la gestion de la plate-forme technique et organisationnelle assurant une interopérabilité totale entre tous les acteurs du Réseau Monétique en Algérie et de l'accompagnement des banques dans le développement des produits monétiques. De son côté, le ministre délégué chargé de l'Economie numérique et de la Modernisation des systèmes financiers, Mouatasssem Boudiaf, a indiqué que cette réunion, dont les travaux se sont déroulés à huis clos, avait pour objectif d'arrêter une stratégie nationale d'adhésion aux organismes internationaux afin de permettre aux résidents algériens ayant

des comptes en devise d'utiliser les cartes Visa ou MasterCard lorsqu'ils sont en déplacement à l'étranger. Le ministre délégué a évoqué également l'importance de la certification de la Satim par rapport aux perspectives du développement du tourisme en Algérie, un secteur sur lequel le gouvernement mise pour diversifier les revenus du pays. Dans cette optique, les participants à cette réunion ont discuté des possibilités de transformer les Terminaux de paiement électroniques (TPE) locaux en terminaux acceptant des cartes de l'étranger, ce qui va permettre de développer l'économie touristique en facilitant aux touristes étrangers d'effectuer leurs paiements par la carte Visa. Il s'agit, selon M. Djebbar, de trouver avec le partenaire Visa «une formule» qui permettrait d'augmenter le nombre de TPE Visa estimé à 500 seulement actuellement pour toucher les 8 000 Tpe locaux existants. Le GIE monétique attend aussi de Visa inter-

national de renforcer davantage sa présence en Algérie où il compte déjà 10 banques qui sont membres, «avec lesquelles il va devoir interagir et faire profiter ses établissements de formation et de certification», note à cet effet M. Boudiaf. «Nous sommes en train de voir avec Visa comment renforcer les liens de travail, mais d'abord permettre à la Satim de devenir un centre de processing international pour Visa», selon M. Djebbar. Créé en 2014 par les banques commerciales de la place, GIE monétique, qui est un organe de régulation, a pour missions essentielles de piloter l'interbancaire à travers la gestion des standards et normes dans le secteur de la monétique, la définition de produits bancaires et des règles de leur mise en œuvre et la gestion de la sécurité avec pour objectif de promouvoir la monétique par la généralisation de l'usage de la carte de paiement.

Safia T./APS

Aïn Defla

Lancement des travaux de réalisation de 1 000 logements en location-vente

■ Les travaux de réalisation de 1 000 logements en location-vente seront lancés dans une dizaine de jours au plus tard à Aïn Defla, a indiqué, jeudi, le directeur régional de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) d'Alger Ouest.

Par Hatem D.

Le quota en question est réparti sur deux sites comprenant respectivement 700 et 300 unités implantées au niveau du nouveau pôle urbain situé à la sortie ouest de la ville, a précisé Rachem Belkacem, en marge de l'inauguration de l'antenne locale de cet organisme, faisant état d'un quota de 6 050 unités sous cette formule alloué à la wilaya de Aïn Defla. Les délais de réalisation de ce projet implanté à proximité de la route nationale

(RN 4) sont de 24 mois, a signalé M. Rachem, faisant état de la désignation des entreprises chargées de le matérialiser sur le terrain. Accompagné du directeur régional de l'AADL, le wali de Aïn Defla, Benyoucef Azziz, en visite au site devant abriter le projet en question, a mis l'accent sur la nécessité de respecter les délais de réalisation et de veiller à la qualité du travail. Il faut comprendre l'inquiétude des souscripteurs dont bon nombre a dû serrer la ceinture pour pouvoir s'acquitter du montant du logement, a observé le wali,

appelant à la coordination des efforts des responsables locaux du secteur avec ceux des autres intervenants (Sonelgaz, services de l'APC) afin que le projet soit réceptionné dans les délais préalablement fixés. Non loin de cet endroit, le chef de l'exécutif a inspecté le projet de réalisation de 1 000 logements sociaux locatifs dont la réception est prévue pour juin prochain, instruisant ces responsables à accélérer la cadence des travaux et à le doter de toutes les commodités nécessaires. A El Attaf (ouest de la wilaya), le wali s'est rendu



Ph. > D. R.

au site devant abriter le projet de réalisation de 800 logements en location-vente (400 F4 et autant de F3) dont le promoteur s'est

engagé à entamer les travaux au courant de la semaine prochaine. A la cité Essalem, située dans la même localité, il a suivi un exposé sur l'amélioration urbaine et le VRD primaire et secondaire, mettant en exergue l'importance de la mise en place d'espaces verts.

H. D./APS

ITMAS de Tizi-Ouzou

Formation de 175 cadres et agriculteurs en oléiculture

Quelque 175 agriculteurs et cadres du secteur agricole suivent des formations en oléiculture à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (Itmas) de Tizi-Ouzou pour la saison 2016/2017, a indiqué, jeudi, l'ingénieur agronome chargée de la formation continue au niveau de cet établissement. Ces agriculteurs et cadres, inscrits au titre de l'année 2016/2017, sont répartis sur des sessions et suivent des formations selon des thématiques arrêtées au titre du Programme de renforcement des capacités humaines et d'assistance technique (Prchat) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche qui vise

notamment l'amélioration du savoir et du savoir-faire des bénéficiaires, ainsi que le développement de leurs capacités, aptitudes et pratiques, a précisé Nadia Hini. Pour l'année 2016/2017, les thématiques du Prchat en matière de formation oléicole portent sur plusieurs aspects dont la création et la conduite d'un verger oléicole, la taille et le greffage de l'olivier et de l'oléastre, la multiplication de l'olivier par bouturage herbacé, le traitement et la valorisation de sous-produits de l'olivier, normes et qualité de l'huile d'olive, la récolte, le stockage et la transformation des olives, a-t-elle rappelé. Selon Nadia Hini, une forte demande de formation est exprimée par

des agriculteurs depuis 2012 sur certaines thématiques, à savoir la multiplication des oléastres, les bonnes pratiques pour l'obtention d'une huile d'olive de qualité, la création et la conduite d'une oliveraie et la valorisation de sous-produits de l'olivier. En plus du volet formation, l'Itmas organise, en collaboration avec ses partenaires et au profit des oléiculteurs, des journées d'information et de sensibilisation dont les objectifs sont, entre autres, l'amélioration de la qualité de l'huile d'olive et la réduction des attaques de parasites tels que la mouche de l'olive, a ajouté M^{me} Hini.

Lydia O./Agences

Bordj Bou-Arréridj La SDE renforcée par une brigade d'intervention en haute tension

LES SERVICES de la Société de distribution d'électricité et du gaz de l'Est (SDE) de Bordj Bou-Arréridj ont été renforcés par une brigade d'intervention en haute tension, dans le cadre du développement et l'amélioration des services, a-t-on appris, jeudi, de la direction de cette entreprise, filiale Sonelgaz. Cette technique d'intervention adoptée dans les pays industriels permet à la brigade de maintenance d'intervenir au signalement d'un accident ou d'une panne de courant sans interrompre l'alimentation en électricité, a-t-on expliqué, précisant que la brigade de Bordj Bou-Arréridj a entamé sa première mission dans la zone industrielle mechta Fatma, au chef-lieu de wilaya. Cette équipe d'intervention, composée de six techniciens, a suivi une formation théorique et pratique de six mois dans ce domaine à l'Institut de formation en électricité et gaz (Ifeg) d'Aïn M'lila (Oum El Bouaghi), a-t-on souligné, détaillant que les brigades d'intervention sous haute tension sont actuellement opérationnelles dans dix wilayas en Algérie. La même source a souligné que ces brigades d'intervention sous haute tension disposent d'équipements modernes permettant une intervention en sécurité tout en assurant à l'abonné une alimentation en électricité.

R. R.

Tissemsilt

Raccordement de 218 foyers du village d'Ain Fradja au réseau de gaz

Pas moins de 218 foyers ont été raccordés jeudi au réseau de distribution du gaz naturel au village d'Ain Fradja relevant de la commune de Khemistif (Tissemsilt). Cette opération, dont la mise en service a été donnée par le wali de Tissemsilt, Adelkader Benmessaoud, a coûté 132 millions DA au titre du quinquennat 2010-2014 portant sur la réalisation du réseau de distribution de gaz s'étendant sur une longueur

de 6,9 kilomètres. Il est prévu, dans une prochaine phase, le raccordement de 220 foyers du village de Tamzlaït (Lazharria) au réseau de gaz naturel. Les travaux enregistrent un taux d'avancement jugé appréciable, a indiqué le directeur de l'énergie par intérêt, Ahmed Benazzeddine. La même direction a prévu le raccordement, avant la fin de l'année en cours au réseau de gaz de ville, des communes de Sidi Lantri, Beni Chaïb, Maacem, Melaab,

Beni Lahcen et Sidi Abed, outre les villages de Sob esmen (Maacem) et Ras Mou (Sidi Abed). Il est également prévu le lancement prochain des travaux du réseau de transport de gaz naturel au profit de la commune de Youssoufia, aux villages de Ank (Théniet El Had) et Ghezli (Bordj Emir Abdelkader), dans le cadre de la deuxième tranche du quinquennat 2010-2014. Le wali de Tissemsilt a indiqué, lors de la cérémonie, que le taux de raccor-

dement au réseau de gaz naturel a atteint, en zones rurales de la wilaya, 80%, tout en annonçant le raccordement, cette année, de plusieurs centres ruraux à ce réseau. La wilaya de Tissemsilt a bénéficié, au titre du quinquennat en cours, d'une enveloppe de 7,13 milliards DA pour financer les travaux de raccordement de 5 800 foyers au gaz de ville au niveau de dix communes et 12 centres ruraux.

M. K.

Batna/ Carrefour entre la route nationale 88 et le chemin de wilaya 160

Réouverture à la circulation

Le carrefour entre la route nationale 88 et le chemin de wilaya 160 situé à Timgad (Batna) a été rouvert, jeudi, à la circulation routière, a-t-on constaté. Cette opération, pour laquelle une enveloppe financière de l'ordre de 16 millions de dinars a été mobilisée, a permis d'éliminer «un point noir» qui a engendré plusieurs accidents de la route, selon les explications fournies au chef de l'exécutif local, Mohamed Salamani. Ce projet, réalisé dans un délai de trois mois, s'inscrit dans le cadre de l'éradication des «points

noirs» à travers les routes nationales traversant la capitale des Aurès, a indiqué le directeur des travaux publics, Abderrahmane Abdi. Il a ajouté que le point de croisement entre la route nationale N° 88 et le chemin de wilaya N° 160 est caractérisé par «un trafic routier dense» des usagers de la route en provenance de Khenchela et allant vers Batna et Oum Toub et ceux empruntant, dans l'autre sens, le même tronçon vers la ville de Timgad et Khenchela. Un autre point noir au niveau de la route nationale (RN) N° 86 dans

la commune de Lamsane a également été éradiqué, selon la même source, soulignant que les travaux de réhabilitation d'un tronçon de la route nationale N° 87 «tirent à leur fin», M. Abdi a également indiqué que les services techniques de la Direction des travaux publics (DTP) viennent de parachever l'étude d'une opération d'élimination de quatre points noirs à travers les routes nationales de la wilaya, inscrite parmi les priorités de ce secteur.

D. B./APS

Conflit au Sahara occidental

Kheddad : «La clé de la solution est en Europe»

■ Le coordonnateur sahraoui auprès de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), M'hamed Kheddad, a affirmé, jeudi à Nanterre, que «la clé de la solution du conflit au Sahara occidental est en Europe».

Par Halim T.



Ph : DR

«La clé de la solution est en Europe parce que l'Union européenne a toujours considéré que le Sahara occidental fait partie du Maroc», a-t-il expliqué lors d'une conférence organisée à la Faculté de droit de l'Université de Nanterre et ayant pour thème : «La question du Sahara occidental devant le juge de l'Union européenne». Après avoir dressé un historique du conflit opposant le Front Polisario au royaume du Maroc qui a illégalement occupé, il y a plus de 40 ans, le territoire sahraoui, M'hamed Kheddad a indiqué, devant un parterre d'étudiants et d'universitaires, que «le rôle de la France, en sa qualité de membre du Conseil de sécurité de l'ONU, ne milite pas dans l'émergence d'une solution politique à ce conflit, alors que le droit international plaide en faveur du peuple du Sahara occidental». «La France est le soutien politique, diplomatique et militaire du Maroc qui a décidé de passer outre toutes les décisions de la justice internationale, qui ne reconnaissent pas la souveraineté marocaine sur le territoire du

Sahara occidental, et les résolutions du Conseil de sécurité affirmant et réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», a-t-il soutenu, rappelant que le Sahara occidental fait partie des 17 territoires non autonomes suivis par le Comité de décolonisation des 24 et de la Quatrième commission des Nations unies, donc éligible à l'autodétermination. Pour le membre du secrétariat national du Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui, «l'Union européenne doit faire partie de la solution et non pas du problème et changer de comportement, mettant en valeur la ligne politique des Sahraouis qui consiste en l'application du droit international». Pour sa part, l'avocat au Barreau de Lyon, Gilles Devers, a retracé les péripéties de la démarche juridique de son cabinet pour aboutir au dernier arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue), du décembre 2016, sur l'accord UE/Maroc qui a statué clairement que le Sahara occidental est un territoire distinct et séparé du Maroc et que tout accord commercial entre l'UE et le

Maroc doit se faire en consultant le peuple sahraoui par le biais de son représentant unique et légitime qu'est le Front Polisario. «Il fallait pour nous une bonne connaissance des faits et une force de l'argument», a-t-il dit, soulignant qu'en sa qualité d'avocat, «il ne défend pas les Sahraouis mais les droits sahraouis, sinon il aurait versé dans le militantisme».

Le peuple sahraoui construit son avenir avec le droit

Gilles Devers s'est basé sur la ligne politique tracée par le défunt président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, qui disait : «Le peuple sahraoui construit son avenir avec le droit». Il fait observer à son auditoire que «la cause sahraouie a tenu tout ce temps parce qu'il y a la souveraineté du peuple sahraoui». Manuel Devers, consultant juridique et fils de l'avocat, a d'abord attiré l'attention sur des archives, conservées au ministère français des Affaires étrangères, que le Maroc avait reconnu, dès 1900, les frontières du Sahara occiden-

tal. Au cours d'une intervention très pédagogique et instructive, il a montré, documents à l'appui, que l'Union européenne considère le Sahara occidental faisant partie intégrante du Maroc, alors qu'officiellement aucun pays ne reconnaît la souveraineté marocaine sur ce territoire. Il a expliqué que «70% des fonds publics de l'UE ont été investis dans le territoire du Sahara occidental». «Il s'agit-là d'un financement de la politique d'annexion et de colonisation du Maroc», a-t-il fait remarquer, indiquant, sur «la base de cartes, qu'à Dakhla (ville sahraoui occupée) il y a des groupes français implantés dans des exploitations agricoles et le roi du Maroc en tant qu'homme d'affaires». Concernant l'arrêt de la Cjue, les intervenants ont été unanimes à souligner que «c'est une victoire du Front Polisario reconnu comme représentant du peuple sahraoui qui marque la fin du paternalisme juridique marocain». Au sujet de la plainte déposée par le Front Polisario au sujet de l'accord de pêche UE/Maroc, Gilles Devers a estimé que «la Cjue ne va se pas déjuger et va sans doute l'annu-

ler, ce qui donnera, a-t-il dit, le moyen au Front Polisario de recouvrer l'argent (tarifs douaniers) sur 16 ans d'exploitation des richesses du peuple sahraoui».

H. T./APS

Tunisie Reprise du trafic aérien entre Djerba et Tripoli

LES LIAISONS aériennes entre la Tunisie et la Libye vont reprendre avec un premier vol en provenance de l'aéroport de Mitiga (Libye) qui devra atterrir, jeudi à 18h00, à l'aéroport de Djerba-Zarzis, dans le cadre de la reprise de la ligne aérienne Djerba-Tripoli, après interruption pour de longues années, ont rapporté des médias tunisiens. La compagnie libyenne assurera cette ligne à raison de deux vols par semaine (les jeudis et dimanches), ce qui permettra de promouvoir le tourisme thermal et faciliter les rencontres B2B (business to business) entre les hommes d'affaires des deux pays, a rapporté l'agence de presse tunisienne (TAP) citant un communiqué du commissariat régional du tourisme. Près de 150 voyageurs seront à bord de l'appareil de la compagnie libyenne qui a programmé un retour le même jour et un autre vol dimanche prochain, a indiqué le chargé des relations publiques au sein de la compagnie, Imed Lajmi. M. Lajmi a affirmé que la compagnie est disposée à programmer d'autres vols en fonction de la demande sur cette ligne. Pour sa part, la direction de l'aéroport de Djerba-Zarzis a précisé avoir reçu hier un avis de confirmation sur l'arrivée de l'avion jeudi après-midi. R. M.

Libye

Affrontements autour d'une base militaire dans le Sud

Des affrontements opposent des forces sous le commandement d'une autorité parallèle basée dans l'est de la Libye et des groupes rivaux autour d'une base militaire dans le Sud. «Les affrontements ne se sont pas arrêtés depuis hier», a déclaré à l'AFP Mohamed Ghoneim, un porte-parole de l'Armée nationale libyenne (ANL), auto-proclamée par l'homme fort de l'est libyen, le maréchal Khalifa Haftar.

Un autre porte-parole de l'ANL, Ahmad al-Mesmari, a annoncé de son côté le début d'une opération militaire en vue de prendre le contrôle de la base de Tamenhant située près de la ville de Sebha, à 600 km au sud de Tripoli. Des raids aériens ont été menés mercredi contre la base, a ajouté M. al-Mesmari,

sans préciser si les attaques ont fait des victimes. C'était à partir de cette base que des groupes rivaux avaient mené ces derniers mois plusieurs attaques contre les sites pétroliers de l'est du pays. Dénouçant une «attaque hostile», le Gouvernement d'union nationale (GNA) a précisé que les forces qui se trouvent sur la base de Tamenhant lui appartiennent, même si cet exécutif, le seul en Libye reconnu par la communauté internationale, avait nié dans le passé tout lien avec les attaques contre les sites pétroliers menées depuis cette base. Ce site militaire est contrôlé par la «3^e force», une milice armée de la ville de Misrata (ouest) qui compte les groupes armés les plus puissants en Libye. Souvent convoitée pour sa

position stratégique, cette base aérienne de 15 kilomètres carrés est la plus importante dans le sud de la Libye. «La base de Tamenhant a fait l'objet d'attaques dans le passé mais nos forces ont toujours fait preuve de retenue (...), a ajouté le GNA. Le GNA a indiqué avoir donné l'ordre de défendre et «repousser toute nouvelle agression» contre la base qui compte aussi un aéroport civil. Après la chute du régime de Mouammar Kaddafi à la suite d'une révolte populaire en 2011, un vide politique et sécuritaire s'est créé dans le sud du pays, une région désertique peuplée de tribus rivales, laissant place aux trafics en tous genres, à la montée en puissance de milices locales et de jihadistes.

Souad O./AFP



Afrique du Sud

Manifestations pour le départ de Zuma

■ Plusieurs milliers de Sud-Africains sont descendus hier dans les rues des principales villes du pays pour réclamer le départ de Jacob Zuma qui a irrité une partie de la population en remaniant la semaine dernière son gouvernement pour nommer des fidèles.

Par Rosa F.

Environ 10 000 partisans de l'Alliance démocratique (DA), le principal parti d'opposition, se sont réunis dans le centre-ville de Johannesburg, emmenés par leur leader Mmusi Maimane. «Il y a des Sud-Africains de tous horizons ici. Cela nous fait espérer avoir assez de soutiens (...) pour faire partir Zuma», a déclaré Yusuf Cassim, le chef des jeunes de la DA. «J'aime mon pays, pas mon gouvernement», pouvait-on lire sur certains panneaux brandis par des militants.

Fait rare en Afrique du Sud, quelques centaines d'habitants – principalement Blancs – vivant dans les quartiers les plus huppés du nord de la ville ont également manifesté aux carrefours des principales artères de la capitale économique sud-africaine en brandissant des panneaux «Zuma doit partir».

A Pretoria, le parti communiste sud-africain, pourtant allié historique du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), a de son côté organisé une marche vers le



palais présidentiel, rejoint par des organisations de la société civile, toujours pour demander le

départ de Jacob Zuma. Des supporters du président ainsi que des dizaines de vétérans de l'ANC se sont quant à eux rassemblés autour du siège du parti à Johannesburg.

A la mi-journée, ces manifestations se déroulaient dans le calme.

La popularité du président sud-africain est en berne depuis plusieurs mois en raison de nombreux scandales de corruption dans lesquels le nom de M. Zuma revient. Il est notamment accusé de favoriser les intérêts d'une sulfureuse famille d'hommes d'affaires, les Gupta. La semaine dernière, le président sud-africain a nommé dix ministres et autant de vice-ministres, la plupart considérés comme ses proches. Pravin Gordhan, ministre des Finances connu pour sa probité et pour sa

lutte contre la corruption a fait les frais de ce remaniement d'ampleur, remplacé à son poste par Malusi Gigaba, un fidèle de Jacob Zuma.

«Nous courons le risque en Afrique du Sud que les personnes honnêtes ne veuillent plus s'impliquer dans les institutions. Et quand la société a atteint ce point, alors c'est qu'on a livré l'État à une poignée de gangsters», a déclaré M. Gordhan jeudi dans une attaque à peine voilée contre le chef de l'État.

Car si l'opposition est vent debout contre Jacob Zuma, ce remaniement a aussi causé des remous au sein même de l'ANC. Plusieurs cadres se sont élevés contre ce coup de force du président avant de finalement rentrer dans le rang, quand le parti a réaffirmé mercredi son soutien au chef de l'État. Jacob Zuma

devra néanmoins affronter devant le Parlement un vote de défiance demandé par l'opposition, le 18 avril.

L'ANC a d'ores et déjà donné la consigne à ses députés de voter contre et le président devrait donc profiter de sa large majorité (249 sur 400 députés) pour éviter la destitution.

Pour l'heure le calendrier du parti reste donc inchangé: il se choisira un nouveau chef de file à la place de Jacob Zuma, en décembre. Le vainqueur sera le candidat du parti pour les élections générales de 2019 qui désigneront un nouveau président. Deux factions s'opposent au sein du parti: les pro-Zuma soutiennent son ex-épouse Nkosazana Dlamini-Zuma, tandis que les frondeurs sont rangés derrière l'actuel vice-président Cyril Ramaphosa. R. F.



Points chauds

Cabinet noir

Par Fouzia Mahmoudi

François Fillon a dès le début de l'affaire Penelopegate, relative aux emplois fictifs, supposés, de son épouse et de deux de ses enfants, décidé de se défendre en attaquant. Et la cible qu'il a choisie est François Hollande qui, d'après l'ancien Premier ministre, veut le faire tomber pour laisser la voie libre à Emmanuel Macron. Le candidat de la droite a prévenu jeudi qu'il avait «toutes les indications» qui lui permettront de poursuivre en justice «tous ceux qui sont à l'origine» de la révélation qui a mené à sa mise en examen, ainsi qu'à celle de son épouse. «J'ai les dates, les jours, les personnes qui ont communiqué les documents, etc. Ça viendra, le moment venu, je poursuivrai tous ceux qui sont à l'origine de cette affaire», a insisté l'ex-Chef du gouvernement. Et à la question de savoir si c'est bien François Hollande qui a déclenché l'affaire? «Oui, bien sûr», a réaffirmé Fillon. Les documents au départ des premières révélations, «je sais d'où ils viennent. Ils viennent d'un service de l'État». Au Canard enchaîné, «on leur a porté», a-t-il encore affirmé, évoquant «des pratiques qui ne sont pas démocratiques». Par ses accusations, il semblerait que le candidat de la droite ait voulu viser Gaspard Gantzer, le conseiller en communication du président Hollande, et Thomas Cazenave, le secrétaire général adjoint de l'Élysée. Contacté par Le Point, Gaspard Gantzer considère que les accusations implicites du candidat LR sont «de la pure calomnie». «Il veut déposer une plainte? Eh bien, qu'il le fasse. Mais il n'a aucun élément, aucune preuve. Et il faudra aussi qu'il nous explique en quoi lui serait calomnié puisqu'il ne conteste nullement les informations sorties par Le Canard enchaîné». Le contentieux qui touche François Fillon porte en effet sur l'interprétation des faits, non sur leur existence. Le climat délétère installé par cette polémique sur le prétendu «cabinet noir» de François Hollande a des répercussions fâcheuses. Gaspard Gantzer et Thomas Cazenave ont reçu, tous deux, des menaces de mort. Thomas Cazenave a déposé une plainte contre X. Pourtant, cette attitude de Fillon, loin de lui faire remonter la pente des sondages, n'a au mieux aucun impact et au pire semble le faire chuter. Tant et si bien que Jean-Luc Mélenchon risque aujourd'hui de lui voler la place de troisième homme des enquêtes d'opinions. Mais Fillon continue néanmoins à assurer que les sondages se trompent et qu'il sera présent au second tour de la présidentielle envers et contre tout. Reste à savoir si les Français le démentiront le soir du 23 avril prochain ou au contraire conforteront son discours. F. M.

Pologne

Rejet d'une motion de censure contre le gouvernement

Le parlement polonais, dominé par les députés conservateurs, a rejeté vendredi une motion de censure contre le gouvernement de la Première ministre Beata Szydlo, accusé par l'opposition libérale de «démolir la démocratie en Pologne». La motion soumise par le principal parti d'opposition Plateforme civique (PO, libéral) a été soutenue par le parti libéral Nowoczesna et le parti paysan PSL mais n'avait aucune chance d'aboutir, compte tenu de la majorité absolue détenue par le parti conservateur nationaliste Droit et Justice (PiS). 238 députés ont voté contre la motion de censure, face à 174 voix pour et 4 abstentions. L'opposition a attaqué les conservateurs sur l'ensemble des dossiers en

leurs reprochant notamment de démolir la démocratie, l'État de droit, les libertés civiles, de s'attaquer à la démocratie locale, de déstabiliser l'armée, la justice et la diplomatie, brouiller la Pologne avec ses voisins de l'UE. Elle les a accusés, de «piétiner la Constitution», détruire l'éducation nationale, la nature et les médias publics, d'endetter la Pologne, centraliser le pouvoir et diviser la nation, d'agir au préjudice des femmes et de favoriser le copinage. «Nous ne vous laisserons pas détourner la Pologne du chemin prooccidental, atlantique et proeuropéen», a tonné Grzegorz Schetyna, le chef de la PO, l'ancien ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement centriste précédent, lors

d'un bref débat sur la motion de censure, retransmis en direct par des télévisions. En riposte, le chef du gouvernement a accusé l'opposition de «mensonges» et d'une «tentative de déstabiliser la situation en Pologne». M^{me} Szydlo a aussi longuement énuméré les différentes réalisations de son gouvernement. La motion de censure a été déposée par la Plateforme civique en réaction au veto opposé par le gouvernement nationaliste à la reconduction de Donald Tusk à la présidence du Conseil européen pour un nouveau mandat de 2,5 ans. La reconduction de M. Tusk a élargi le fossé entre l'UE et la Pologne essouffée, farouchement opposée à ce nouveau mandat. R. I.



Exposition de la plasticienne polonaise

Marta Banaszak expose à Alger

■ Une exposition de peinture de la plasticienne polonaise Marta Banaszak, explorant et reproduisant les éléments esthétiques utilisés dans l'architecture islamique et les ornements des lieux de culte, a été inaugurée, jeudi à Alger, en célébration de 55 ans de relations diplomatiques algéro-polonaises.

Par Adéla S.

Organisée au Musée national des beaux-arts, cette exposition intitulée «Architecture islamique» restitue la beauté et la finesse des ornements et des édifices (mosquées, tombeaux et palais) dans plusieurs pays d'Afrique du Nord et d'Orient.

L'artiste a choisi d'isoler certains ornements décorant les plafonds, colonnes et murs de plusieurs édifices qu'elle a visités notamment en Egypte, en Syrie, en Irak ou encore au Pakistan, pour reproduire ces derniers sur la toile avec une palette de couleurs personnalisée et un grand sens de la perspective affinant le détails des formes originales.

L'artiste a consacré une dizaine de ces œuvres à la reproduction des mihrab (lieu réservé à l'imam dans une mosquée et indiquant la direction de la qibla) de plusieurs mosquées visitées au Caire, à Damas ou encore à Médine, en restituant, dans la profondeur des perspectives, les formes de coupôles et les arrondies des colonnes.

Marta Banaszak propose également une série de toiles dédiées à l'un des plus grands caravanserais d'Orient, à savoir le Khan Assad Pacha à Damas, dont l'artiste a reproduit les ornements intérieurs, dômes et colonnes.

Dans une autre série de toiles, l'artiste s'est intéressée à l'architecture extérieure de certains tombeaux dont celui du

poète soufi Djallal Din Rûmi à Konya, en Turquie, reproduit à l'horizontale avec un effet miroir comme d'autres tombeaux en Irak. Avec ce même procédé, Marta Banaszak présente également des colonnes de la mosquée Al Azhar et des minarets de plusieurs lieux de culte musulmans en Egypte.

Présents au vernissage de cette exposition, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, et l'ambassadeur de Pologne en Algérie, Witold Spirydowicz, ont évoqué un «renforcement», dans un avenir proche, de la «coopération et des échanges culturels entre les deux pays», notamment dans les domaines des arts plastiques, du cinéma et de la musique.

Titulaire d'un doctorat de la



Faculté des arts graphiques de l'Académie des beaux-arts de Varsovie, Marta Banaszak a vécu quelques années en Algérie en compagnie de ses parents, coopérants, qui avaient enseigné en Algérie dans les années 1980. Elle compte 18 expositions

individuelles et 58 expositions collectives en Pologne, en Belgique, en France, en Italie, ou encore en Syrie.

A. S./APS

Production théâtrale à Béjaïa

Ouverture d'une résidence d'artistes algéro-allemande

Une résidence d'artiste algéro-allemande a débuté mercredi à Béjaïa avec au programme l'écriture collectif d'un spectacle qui réunit des fragments de vie séparés à l'origine mais qui, par un effort d'assemblage, finissent par devenir une chronique, voire une complainte humaine identique.

L'idée est née de l'histoire de deux jeunes femmes, une Algérienne et une Allemande, qui se croisent par hasard dans le no-mans land d'un aéroport parisien, la première s'appropriant à embarquer pour Berlin et la seconde vers Alger, mais dont la rencontre va figer sur place leurs voyages. Et pour cause ! Se parlant pour tuer le temps, elles découvrent que leurs grands-pères respectifs s'étaient croisés au front en Alsace, durant la Seconde Guerre mondiale, mais au lieu de faire parler la poudre, se sont liés d'amitié.

De fil en aiguille, les deux jeunes femmes

se rendent compte qu'elles ont traversé, chacune dans son pays, des épisodes dramatiques analogues en rapport avec des contextes sociopolitiques tout aussi semblables. La chute du mur de Berlin et ses conséquences sur les populations de l'Est en Allemagne, vécu au demeurant par beaucoup comme un drame, le passage à l'économie de marché en Algérie et l'apparition du terrorisme ont vite fait de sceller leur amitié. L'une et l'autre ayant enduré dans leur chair ces mutations.

On ne connaît pas la suite, encore moins la chute. Et pour cause ! Ces concepteurs, en l'occurrence Omar fetmouche, commissaire du festival international de Béjaïa, et Lydia Zymké, metteuse en scène de la compagnie «Suite 42» de Berlin n'en sont qu'à une esquisse globale de la pièce qu'ils escomptent affiner et achever à l'occasion de

cette résidence qui va durer jusqu'au 8 avril.

Outre ces chefs de file, la résidence réunit une scénographe française, Claire Schick, une comédienne helvétique, Lucie Zelger, et un musicien irlandais, Owen Lasch, tous membres de l'Institut international du théâtre de Berlin, d'une part, et, d'autre part, Lydia Larini, comédienne au théâtre de Batna, la chanteuse Rahima Khelfaoui du théâtre de Béjaïa, et Sofiane Boukemouche, régisseur artistique au TRB, mis en équipe pour construire la trame, épurer les textes et planter les décors.

Après quoi, il est retenu une résidence similaire à Berlin pour la réalisation et l'achèvement du projet dont la générale est déjà prévue à Béjaïa en octobre prochain à l'orée de l'ouverture de la 9^e édition du Festival international du théâtre.

K. L.

Cinéma

360 films algériens conservés dans des laboratoires étrangers

Près de 360 films algériens réalisés durant les années 60 et 70 sont conservés dans des laboratoires étrangers en l'absence de laboratoires de ce genre en Algérie, a indiqué, mercredi à Alger le directeur du Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (Cnca), Mourad

Chouih. «Les bobines de ces œuvres cinématographiques sont conservées dans des laboratoires en France, en Italie, en République tchèque, en Slovaquie et en Tunisie», a déclaré M. Chouih à la radio culturelle, affirmant que «la récupération de ces archives est actuellement

impossible en l'absence des laboratoires pour les conserver en Algérie». Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, avait déclaré en juin 2016 que son secteur allait œuvrer à récupérer les archives du cinéma algérien détenus par les laboratoires de plusieurs pays européens. De

son côté, le directeur du Cnca a fait savoir que son institution allait numériser 10 œuvres cinématographiques réalisées durant les années 70 et 80, rappelant, dans ce sens, que l'opération de la numérisation avait touché 15 autres films en 2016.

Racim C.

Mascara

Stage national en mai sur l'écriture théâtrale

Les théâtres régionaux de Mascara et Saïda organisent, en mai prochain à Mascara, un stage national sur l'écriture théâtrale au profit de débutants, a-t-on appris jeudi du directeur du théâtre régional de Mascara.

Selon Ahmed Khoussa, ce premier stage du genre organisé conjointement par deux établissements théâtraux, sera lancé à la mi-mai avec la participation de 20 dramaturges débutants de plusieurs régions du pays et sera encadré par l'écrivain dramaturge Ismail

Sofit. Ce stage s'effectuera en deux phases, la première théorique d'une semaine où seront choisis six écrivains remplissant les conditions élémentaires d'écriture et la deuxième de 20 jours sous forme de stage bloqué aura lieu en juillet prochain avec la participation des six qualifiés de la première phase. Les stagiaires sont tenus d'écrire un texte théâtral dont les premiers seront retenus pour leur production comme œuvres par les théâtres régionaux de Mascara et de Saïda, a-t-on expliqué.

Ce nouveau stage intervient après celui organisé en mars dernier. D'autres seront organisés traitant, entre autres, de la scénographie et de la mise en scène, a-t-on ajouté.

Par ailleurs, la pièce «Ghania et marionnette» sera présentée à partir de dimanche prochain au niveau de 30 établissements éducatifs de la commune de Mascara, en application de la convention paraphée entre les ministères de la Culture et l'Education nationale, a-t-on annoncé.

R. F.

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Témely, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Dar Abdeltif (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 8 avril :

L'Aarc et ONU-femmes organisent une exposition du caricaturiste Hichem Baba-Ahmed dit Le Hic, autour de la thématique de l'égalité hommes-femmes.

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 13 avril :

Exposition de photographies «Pütipüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.

Site archéologique de

Tipaza, au niveau du théâtre antique

Le 8 avril à 10h :

4^e édition de l'événement «Tipaza des poètes»

Théâtre régional de Béjaïa

Le 8 avril à partir de 14h00:

Concert du groupe Freeklane.



Coup-franc direct

De la mesquinerie des clubs !

Par Mahfoud M.

Les clubs algériens sont devenus mesquins quand il s'agit de jouer des matchs décisifs dans une compétition. Ainsi, après l'USMA qui avait joué la finale de la Ligue des champions au stade de Bologhine, voilà que deux autres formations font un énorme boucan pour amener la commission de la Coupe d'Algérie à programmer leurs prochains matchs, comptant pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie, dans leurs antres des stades du 20-Août et Omar-Hamadi de Bologhine. Il s'agit bien sûr du CRB et du MCA qui ne souhaitent pas évoluer dans le grand stade du 5-Juillet, sous prétexte qu'il s'agit d'un terrain neutre alors que la commission avait prévu de disputer ces matchs de Coupe sur des terrains plus spacieux. Ces clubs font dans la mesquinerie, eux qui choisissent les terrains au gré de l'humeur et comme cela les arrange. Ils veulent mettre tous les atouts de leur côté pour se qualifier en finale et garder toutes leurs chances de remporter ce trophée tant convoité. Certains diraient que c'est légitime et que toute équipe est désireuse d'aller loin dans une compétition, mais la vérité est qu'il faut penser aussi au spectacle qui sera absent quand on évolue dans un petit stade. Mais il s'agit bien sûr du dernier de leurs soucis, le plus important pour eux est de remporter un titre à n'importe quel prix.

M. M.

Assemblée générale élective de volley-ball Lemouchi nouveau patron de la FAVB

MUSTAPHA LEMOUCHI a été élu président de la Fédération algérienne de volley-ball (Favb) pour le mandat olympique 2017-2020, lors de l'assemblée générale élective tenue ce jeudi à l'hôtel du stade 5-Juillet (Alger) en présence de 57 membres parmi les 66 composant l'AGE.

Le nouveau président de la FAVB a récolté 31 voix contre 16 voix pour son adversaire L'Haddad Noureddine et 10 bulletins nuls.

Lemouchi qui avait déjà présidé l'instance fédérale lors du mandat olympique 2009-2012, succède à Okba Gougam, déclaré inéligible par les services du ministre de la Jeunesse et des Sports.

Lemouchi favorable à un changement du système de compétition.

Le nouveau président de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Mustapha Lemouchi, a révélé jeudi son intention de proposer un changement du système de compétition dès la prochaine saison pour améliorer le niveau des championnats masculin et féminin.

«Pour moi, l'organisation actuelle de la compétition n'est pas faite pour donner des matchs intenses et spectaculaires. Cela s'est répercuté négativement sur le niveau de

nos sélections nationales», a déclaré Lemouchi juste après son élection à la tête de la FAVB, lors de l'Assemblée générale élective (AGE) tenue au centre de presse du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger.

Le championnat d'Algérie National 1 masculin est animé par 16 équipes et celui des dames par 10 formations. Un système qui ne semble pas trop plaire au nouveau patron de l'instance fédérale.

«Je pense que l'idéal est d'avoir un championnat messieurs de 8 à 12 clubs maximum. Nous aurons un bon niveau pour offrir des joueurs de qualité aux équipes nationales», a-t-il estimé, indiquant que l'objectif à la fin de son mandat est de qualifier les sélections féminine et masculine aux Jeux Olympiques 2020 à Tokyo.

La restructuration de la fédération est l'un des grands chantiers de Lemouchi qui a déjà présidé la FAVB entre 2009 et 2012.

«Ma première action sera de délocaliser la fédération de la salle Beaulieu d'El Harrach, son lieu de domiciliation actuel. Nous allons, avec le concours du ministère, trouver un siège digne de ce nom où les différents organes de la Favb travailleront à l'aise et dans des conditions honorables», s'est-il engagé.

Tour national de Cyclisme La 3^e édition à Mostaganem

LA 3^e édition du tour national cycliste aura lieu du 13 au 15 avril à Mostaganem, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Cette compétition de la petite reine de trois jours, organisée par la ligue de wilaya de cyclisme de Mostaganem en collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports et la FAC, verra la participation de plus de 100 coureurs juniors et seniors d'une quinzaine de clubs du pays.

Le programme prévoit le déroulement de trois courses, la première contre la montre en individuel

jeudi, où chaque club sera présent avec trois coureurs au maximum sur une montée de 1,6 kilomètre de Ouaraâh à Douar Blidia.

La deuxième vendredi sur route sur une distance de 105 kilomètres partant de Mostaganem et traversant les communes de Sayada, Ain Tédélès, Sidi Lakhdar jusqu'à Sidi Ali.

Ce tour national cycliste sera clôturé samedi avec une course en ligne sur une distance de 112 km qui s'élançera de Mostaganem, sillonnant les communes de Mesra, Bouguirat, Sirat, Ain Nouissy et retour à Mostaganem.

Coupe de la Confédération africaine La JSK et le MCA pour prendre option

Les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine, le Mouloudia d'Alger et la JS Kabylie, auront des fortunes diverses pour leurs matchs comptant pour les huitièmes de finale-bis qu'ils disputeront devant des formations repêchées de la Ligue des champions africaine.



Les Mouloudiens auront la mission difficile

Par Mahfoud M.

Ainsi, les Canaris affronteront la redoutable formation de la RDC, le TP Mazembé, alors que le Doyen donnera la réplique aux Tanzaniens du FC Young Africans. Les Kabyles qui ont pu avoir une bouffée d'oxygène face au NAHD lors de leur match retard, partent donc avec un meilleur état d'esprit même s'ils savent au fond qu'ils ne sont pas encore totalement tirés d'affaire. Les gars de la ville des Génets feront tout leur possible pour revenir avec un bon résultat de ce match aller à Lubumbashi et prendre option pour la qualification avant même la manche retour. Les Jaune et Vert savent que ce ne sera pas facile mais

sont décidés à se donner à fond pour revenir avec le meilleur résultat possible. LA JSK se présentera avec un effectif au complet et comptera sur la solidité de sa défense pour bien tenir lors de cette rencontre et pourquoi pas tenter des attaques rapides pour surprendre les Congolais. L'essentiel pour les Kabyles est de se donner à fond lors de ce match pour ne pas avoir à le regretter, même s'ils sont conscients qu'ils ont affaire à un ogre africain. De son côté, le Mouloudia d'Alger aura aussi fort à faire face aux Tanzaniens de Young Africans qui se donneront à fond pour l'emporter sur leur sol et devant leur public. Les Algérois, qui ont réussi jusque-là un bon parcours dans cette compétition, ne souhaitent pas s'arrê-

ter en si bon chemin et veulent aller le plus loin possible dans cette compétition en visant tout d'abord la phase des poules qu'ils désirent atteindre. Même s'ils disposent de joueurs aguerris qui ont déjà eu à jouer ce genre de confrontations africaines par le passé, les gars du Doyen savent qu'ils doivent rester très vigilants et surtout ne pas prendre de haut cette équipe qui est capable de les battre. Il faudra donc une concentration totale des poulains de Mouassa qui se doivent de faire attention à cette équipe tanzanienne pour espérer revenir avec un résultat probant et pouvoir ainsi mieux gérer avant la manche retour qui se jouera une semaine après.

M. M.

Coupe d'Algérie seniors

La finale fixée au 1^{er} mai à 16h30 au stade du 5-Juillet

La finale de la Coupe d'Algérie de football 2016/2017 seniors aura lieu le 1^{er} mai prochain au stade du 5-Juillet (Alger) à partir de 16h30, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. Les deux fina-

listes seront connus à l'issue des demi-finales prévues les 15 et 22 avril prochains. La première demi-finale opposera le 15 avril le CR Belouizdad à l'USM Bel-Abbès et la seconde mettra aux prises, le 22 avril 2017, le MC Alger et l'ES Sétif. La commis-

sion de la Coupe d'Algérie annonce qu'elle communiquera samedi les stades devant abriter les demi-finales. Le MC Alger est détenteur du trophée après sa victoire en mai dernier aux dépens du NA Hussein-Dey (1-0).

Classement FIFA (avril 2017)

L'EN recule à la 54^e place

L'Algérie a perdu quatre places et occupe désormais le 54^e rang au classement de la Fédération internationale de football (FIFA) du mois d'avril 2017 publié jeudi, alors que le Brésil a chipé la première place

à son rival de toujours l'Argentine. Au niveau continental, la sélection nationale reste scotchée à la 11^e position, devancée par l'Egypte (19^e), le Sénégal (30^e), le Cameroun (33^e), le Burkina Faso (35^e), Nigeria (41^e), la Tunisie (42^e), Ghana (45^e), Côte d'Ivoire (48^e) et le Maroc (53^e). Le Togo, prochain adversaire des Verts en qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 est logé à la 107^e place mondiale en recul de six places. En tête du classement, le Brésil s'est emparé de la première place du classement FIFA, après sept ans d'absence à ce niveau, aux dépens de son rival l'Argentine (2^e), près d'une semaine après être devenue la première nation à se qualifier pour la Mondial-2018. Cette

position de leader, que n'avait plus connue la Seleçao depuis son élimination en quart de finale de la Coupe du monde 2010, vient couronner une semaine internationale parfaite avec un double succès face à l'Uruguay (4-1) et le Paraguay (3-0). L'Argentine, en difficulté dans les éliminatoires de la zone Amsud, perd une place mais reste devant l'Allemagne (3^e), championne du monde en titre, et le Chili (4^e). Dans le Top 10, la Suisse fait son entrée (9^e, +2) aux dépens de l'Uruguay (15^e, -6), tandis que la Colombie (5^e) grimpe de deux places au contraire de la Belgique (7^e, -2). Le prochain classement mondial de la FIFA sera publié le 4 mai 2017.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Coup de filet de la police judiciaire à Béjaïa

4 armes de poing et 4 fusils de chasse saisis

LA POLICE judiciaire de la Sûreté de wilaya a mis fin à un gang spécialisé dans le trafic et la fabrication d'armes à feu et de munitions à Béjaïa, a-t-on appris. Ce gang est composé de six individus âgés entre 34 et 55 ans dont quatre sont natifs de Béjaïa et les deux autres qui, sont toujours en fuite, sont issus des wilayas voisines. «L'enquête est toujours en cours afin d'arrêter les deux criminels», précise-t-on. Les services de sécurité ont réussi, au cours de cette importante opération, à récupérer 8 armes à feu dont quatre pistolets de calibres 16 mm et 4 fusils de chasse de calibre 12 mm, ainsi qu'un lot de munitions composé de 784 cartouches vivantes de différents calibres, explique-t-on.

La même source souligne, par ailleurs, que l'opération s'est soldée également par la découverte et la saisie de trois kilos d'explosifs, quatre téléphones portables et deux véhicules ainsi qu'une importante somme d'argent. La neutralisation de ce réseau s'est conséquemment opérée après un suivi et une mise en observation de plusieurs semaines des mouvements des criminels, avant une intervention concluante sur les lieux. Les mis en cause actaient particulièrement, à Béjaïa et les wilayas environnantes, précise-t-on. Les membres présumés du réseau ont été déferés jeudi au parquet d'Amizour et placés en détention préventive, ajoute-t-on. **Hocine C.**

Tizi Ouzou et Bouira

Quatre bombes détruites par l'ANP

QUATRE BOMBES de fabrication artisanale ont été détruites par un détachement de l'Armée nationale populaire, hier à Tizi Ouzou et Bouira/1^{er} RM, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a détruit quatre bombes de fabrication artisanale, le 5 avril 2017 à Tizi Ouzou et Bouira», précise le communiqué. D'autre part, la même source a indiqué que dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, la quantité de drogue saisie, le 4 avril courant, par un détachement de l'Armée nationale populaire à Chenachen, wilaya de Tindouf, s'est élevée à 636 kilogrammes de kif traité au lieu de 500 kilogrammes. A El Oued, un détachement de l'ANP a appréhendé trois contrebandiers et saisi 3 camions chargés de 110 tonnes de ciment. De même à In Guezzam, un autre détachement a arrêté 6 contrebandiers et saisi 5 groupes électrogènes, 3 détecteurs de métaux et deux marteaux piqueurs. Sept mines de fabrication artisanale ont été

détruites jeudi à Tébessa par un détachement de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a détruit sept mines de fabrication artisanale, le 6 avril à Tébessa», précise la même source. Par ailleurs et «dans le cadre de la lutte contre la contrebande, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Bel-Abbès et Béchar, trois narcotrafiants et saisi 18,7 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un autre détachement de l'ANP à Ghardaïa a arrêté quatre personnes en possession de 25 618 comprimés psychotropes». «A Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, «des détachements ont arrêté, en coordination avec les services des Douanes, trente contrebandiers et saisi 7 groupes électrogènes, 4 détecteurs de métaux et 5 marteaux piqueurs», est-il ajouté.

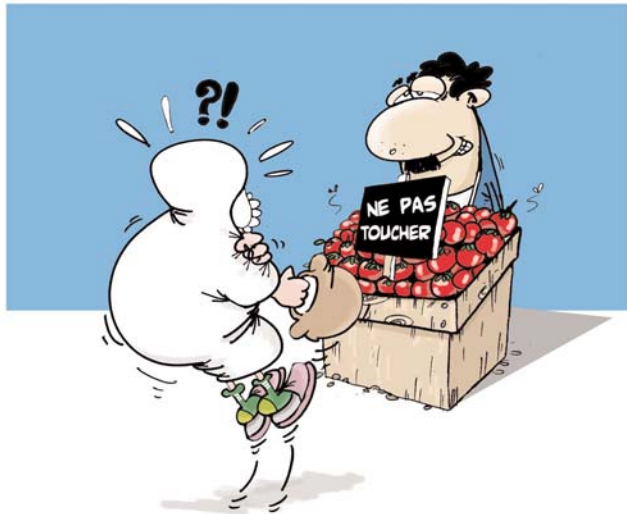
Slim O.

Alger

Suspension demain du gaz à Ouled Fayet

L'ALIMENTATION en gaz de ville sera suspendue demain à partir de 13H00 dans plusieurs quartiers de la commune d'Ouled Fayet (Alger) en raison de travaux, a annoncé, jeudi, la Société de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA) dans un communiqué. Cette suspension de l'alimentation en gaz de ville sera ressentie dans les quartiers suivants de la commune d'Ouled Fayet, à savoir : le lotissement 20-Août, le centre-ville, la cité 100 logements, la cité 250 logements, la cité militaire et la route de Baba Ahcene, selon la même source. Cette coupure de l'alimentation en gaz est due à des travaux de réparation sur une conduite de distribution de gaz, explique la même source sans déterminer le jour ni l'heure exacte de la fin de ces travaux. La direction de distribution de Bologhine a mis, cependant, au service de sa clientèle le numéro suivant : 3303 pour plus de renseignements. **R. T.**

LE CITOYEN FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX



Loumis

Djalou@hotmail.com

D'anciens animateurs du MCB tirent la sonnette d'alarme

«Le danger de disparition guette le tamazight»

■ Le danger de disparition guette de plus en plus la langue et culture amazighes, tel est le constat établi, hier, par d'anciens animateurs du Mouvement culturel berbère (MCB), au cours d'une conférence animée à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire du 20 avril 1980.

Par Hamid M.

Tour à tour, Arab Aknine, Said Doumene, Said Sadi et Amar Zentar, ont dressé ce constat, tout en appelant à la mobilisation générale pour la sauvegarde de tamazight d'un tel danger en se penchant sur la question de manière sérieuse afin d'élaborer une stratégie linguistique visant à la développer. Pour Mouloud Lounaoui, «une langue qui ne nourrit pas est une langue qui meurt», soulignant la nécessité que le tamazight puisse devenir une langue réellement officielle par son introduction dans l'usage institutionnel et non la laisser juste comme langue officielle dans la Constitution. Il a, à ce propos, relevé qu'aujourd'hui même en Kabylie cette langue n'est pas enseignée dans nos écoles pendant que des milliers de jeunes sortis de l'université, formés dans cette même langue, chôment. Il a appelé à la création de l'académie de la langue amazigh qui à laquelle les spécialistes linguistiques se joindront pour élaborer les règles de son usage quotidien dans toutes les institutions. Arab Aknine a abordé la même problématique en tirant la sonnette d'alarme. A l'allure où évolue tamazight, elle finira bientôt dans le musée si une réflexion n'est pas engagée pour sa promotion et son développement. Said Doumene, un des anciens élèves de feu Mouloud Mammeri, n'a pas manqué de



souligner qu'il est du devoir de toutes et de tous de poursuivre le combat pour la sauvegarde de la langue et culture amazighes, sans manquer de relever que la région fief des luttes démocratiques mérite mieux que ce qu'elle est aujourd'hui aux plans économique et social. Said Sadi a, de son côté, mis l'accent sur la nécessité de perpétuer ce travail de mémoire en direction des nouvelles générations, notamment à travers les témoignages sur le parcours de la lutte pour la démocratie et la reconnaissance de tamazight. Il s'est longuement étalé sur la situation politique et économique du pays et de la région de Kabylie. Tout en dressant un constat alarmant sur divers plans, Said Sadi a souligné qu'il n'y a pas de peuple

qui a été dépossédé de l'espoir». Dans le même sillage, il a appelé les pouvoirs publics à mettre en place «un plan Marshall» au profit de la Kabylie afin qu'elle rattrape le retard socio-économique qu'elle accuse. Enfin, Amar Zentar est longuement revenu sur l'engagement et la détermination de Mouloud Mammeri à développer la langue et culture amazighes malgré toutes les contraintes et embûches de l'époque. Il a relaté plusieurs faits de Da L'Mouloud dans son travail remarquable entrepris pour la sauvegarde et la promotion de tamazight. Et l'exemple de Mammeri est toujours à méditer en ces temps pour travailler davantage pour la promotion de tamazight. **H. M.**